

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Le droit à l'intégration sociale

Fierens, Jacques

Published in:

Vers le droit à l'intégration sociale

Publication date:

2002

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Fierens, J 2002, Le droit à l'intégration sociale: mise en perspectives. Dans *Vers le droit à l'intégration sociale*. Droit en mouvement, La Charte, Bruxelles, p. 13-29.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

LE DROIT A L'INTEGRATION SOCIALE - MISE EN PERSPECTIVES

par

Jacques Fierens

Professeur aux FUNDP et à l'ULg

Directeur du Centre Droits fondamentaux & Lien social

*Donc, selon ce système, la
société humaine ne commence
qu'avec la conclusion du
contrat.*

Mikhaïl Aleksandrovitch
BAKOUNINE, *La Liberté*, 1867.

On voudrait brièvement montrer que la conception qui préside à la création d'un droit à l'intégration sociale dépend d'une certaine manière de considérer le lien social et le problème de l'exclusion, qui n'est certainement pas neuve mais accentue plus que jamais ses traits caractéristiques. Cette conception est avant tout celle qui a vu la naissance du libéralisme et de l'Etat moderne aux XVIIe et XVIIIe siècles.

La recherche se fera à travers quatre idées-clés présentes dans la loi concernant le droit à l'intégration sociale :

- la notion d'intégration sociale ;
- la notion de travail ou d'emploi ;
- la notion de contrat ;
- la notion de dignité humaine.

Section 1 - La notion d'intégration sociale

"C'est pourquoi l'intégration des personnes les plus démunies doit correspondre à une politique dynamique tournée vers l'insertion sociale et la solidarité responsable en permettant à chacun de se voir garantir un

droit à l'émancipation personnelle remplaçant une politique d'assistance strictement financière."

"Par l'expression 'revenu d'intégration', le législateur entend indiquer que le revenu est bel et bien la contrepartie de l'engagement de l'intéressé à s'insérer socialement dans la mesure du possible."

"Le CPAS ne doit pas seulement être le dernier rempart contre l'exclusion sociale, il doit surtout être un tremplin vers l'intégration sociale."

"Voilà pourquoi la présente loi vise à garantir [aux jeunes] le droit à l'intégration sociale via le CPAS."

"La présente loi garantit donc en permanence le droit à l'intégration sociale à tous les jeunes à partir de leur majorité."

"Une véritable politique menée en faveur de l'égalité des chances doit permettre de vaincre les obstacles à l'intégration."

"Le droit à l'intégration sociale reste essentiellement résiduaire. Une personne n'a droit à l'intégration sociale que lorsqu'il est établi qu'elle ne peut faire valoir des droits à d'autres prestations ou ressources."

Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2001-2002, n° 1603/001, 23 janvier 2002.

La question de savoir ce qui fait le lien social est aussi ancienne que la pensée du droit et que la constatation de l'inégalité entre les hommes. La manière de concevoir ce lien induit les réponses que le législateur entend apporter à ce problème. Ainsi, aux yeux des Grecs de l'époque classique et d'Aristote spécialement, vivre ensemble est naturel pour les citoyens, unis entre eux par un lien politique qui se base sur l'amitié¹. Cependant, l'idée d'égalité, de droit ou de fait, est absolument étrangère à cette conception politique. Certains sont par définition en dehors de la Cité et n'ont aucune chance d'y entrer : les métèques, les femmes, les enfants, les esclaves, les barbares. Ni les droits individuels, ni la volonté, ni le mérite n'expliquent la citoyenneté, et encore moins le travail qui n'est certainement pas une condition d'intégration, bien au contraire : le citoyen peut participer aux affaires publiques parce que, justement, il ne doit pas travailler. Aux yeux de Platon et d'Aristote, la rivalité entre les riches et les pauvres est néanmoins la principale difficulté

d'organisation de la Cité, et ils condamnent tous deux les écarts trop importants².

Cette signification du lien social en termes d'amitié est pratiquement perdue aujourd'hui. Elle se rappelle de manière très atténuée dans les mots "société" ou "social" lui-même (comme dans "intégration sociale" ...) qui signifie "basé sur l'amitié" ou "qui concerne des amis". Mais l'expression ne signifie plus rien quant aux fondements ou aux moyens de l'intégration.

Pendant plus d'un millénaire, le lien social sera religieux : il est fondé dans la filiation commune à l'égard du Dieu chrétien, et la charité sera le fondement de l'aide aux pauvres.

Depuis les XVII^e et XVIII^e siècles, c'est-à-dire depuis la formation de l'idée contemporaine de l'Etat, le lien social se sécularise car la référence unifiée à Dieu est perdue. Ce lien est pensé comme l'union d'êtres primitivement isolés. Tous ont pour vocation d'être insérés dans la société, du moins, dans les conceptions de l'époque, s'ils sont adultes et mâles. La solitude est naturelle, la société est construite par les individus qui créent le droit. Elle est surtout le fruit de la *volonté* de ceux qui décident de vivre ensemble et de former un groupement politique. L'émergence de cette nouvelle conception provient indirectement de l'affirmation de l'importance de l'individu et de ses droits : Descartes situe le siège de la première vérité dans le *cogito* individuel³, Thomas Hobbes justifie la société par le souci de demeurer en vie⁴, John Locke par la protection de la propriété individuelle⁵, Jean-Jacques Rousseau par la nécessité de

² Voy. PLATON, *La République*, IV, 421c et ss. ; ARISTOTE, *Politique*, livre III, VIII : "Il faut que dans un Etat qui doit ne pas être la proie d'une maladie, grave entre toutes, celle qu'il serait juste d'appeler une 'désunion' plutôt qu'une 'sédition', il ne doit y avoir, ni chez quelques-uns des citoyens une intolérable pauvreté, ni chez d'autres une grande richesse, attendu que cette double cause produit ce double effet".

³ Discours de la méthode, dans *Œuvres et lettres* Paris, N.R.F. Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, spécialement p. 147-148.

⁴ Th. HOBBS, *Léviathan*, tr. fr. F. TRICAUD, Paris, Sirey, 1983.

⁵ J. LOCKE, *Traité du gouvernement civil*, tr. fr. D. MAZEL, Paris, Flammarion, 2^e éd. corrigée, 1992.

¹ Voy. notamment ARISTOTE, *Éthique à Nicomaque*, VIII, 11 et *Politique*, livre I, II, 9-10.

répondre aux dissensions introduites par l'appropriation privée et par la sauvegarde de la liberté individuelle⁶, Emmanuel Kant par l'exigence *a priori* de la raison humaine⁷.

Tous ces penseurs, qui continuent plus que jamais à nous marquer, recourent à la figure volontariste du contrat pour expliquer l'intégration ou l'exclusion sociales.

Considérer que vivre ensemble est une question de volonté individuelle revient à faire peser sur chaque personne l'effort d'intégration. La question des Grecs s'est inversée ; on ne demande plus pourquoi certains sont en dehors d'une communauté, d'une amitié, mais à quelles conditions un individu se liera avec d'autres pour former une société. Si l'exclusion existe, la responsabilité en incombe en principe d'abord à l'individu lui-même, à son refus de contracter, et non au groupe social. La phrase mise en exergue, tirée de l'exposé des motifs du projet de loi, selon laquelle *"le CPAS ne doit pas seulement être le dernier rempart contre l'exclusion sociale, il doit surtout être un tremplin vers l'intégration sociale"* est à cet égard exemplative, puisqu'elle suppose que la question est d'entrer dans la société et non de se protéger contre l'exclusion de la Cité.

Il faut reconnaître cependant que la loi en projet affirme haut et fort que la communauté politique, à travers les CPAS, a aussi l'obligation d'intégrer certains de ses membres. C'est le sens apparent du "droit à l'intégration". Celui-ci peut-il être considéré comme la reconnaissance des devoirs de la société envers l'exclu ? La question, à peine posée, est déjà controversée. La section de législation du Conseil d'Etat estime que *"la notion utilisée de 'droit' à l'intégration sociale ne correspond pas à un droit subjectif au sens strict du terme."*⁸ Elle avait adopté la même position lors de la consécration du droit à l'aide sociale en 1976⁹. Un quart de siècle de pratique de

⁶ *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité et Du contrat social*, dans *Œuvres complètes* Paris, NRF Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, 1964.

⁷ *Fondements de la métaphysique des mœurs* tr. fr. V. DELBOS revue par A. PHILONENKO, Paris, Vrin, 1992.

⁸ *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2001-2002, n° 1603/001, 23 janv. 2002.

⁹ *Doc. parl.*, Sén., sess. 1974-1975, n° 581-1, p. 84 et 86.

l'aide sociale et de contrôle juridictionnel montre bien que le Conseil d'Etat avait tort et que la juridicité du droit à l'aide sociale n'est plus contestable, mais la controverse elle-même, qui reprend à propos du droit à l'intégration, montre toutes les réticences qui existent à l'égard d'un devoir de la société vis-à-vis de l'exclu.

L'intégration est donc la rencontre de deux volontés, ce qui pour les juristes, renvoie immédiatement à la figure du contrat.

Ce devoir d'intégration privilégie un moyen : l'accès à un travail ou à un emploi. Mais l'ambiguïté est patente : s'agira-t-il d'un droit à l'emploi, et si oui, les centres publics d'aide sociale peuvent-ils sérieusement soutenir qu'ils sont capables de l'assurer, ou s'agit-il d'un devoir de travailler, auquel cas, comme beaucoup le craignent, la garantie d'un revenu de survie est-elle perdue par l'imposition indirecte d'une condition de montrer une bonne volonté à travailler ? Le droit à l'intégration implique-t-il dans le chef des CPAS une obligation de moyens ou de résultat ? C'est une des nombreuses questions que le projet de loi et les travaux parlementaires ont sciemment refusé d'éclaircir.

Section 2 - La notion de travail ou d'emploi

"Le droit à l'intégration sociale est assuré par le CPAS lorsqu'il propose un travail à une personne apte à travailler."

"Pour percevoir le revenu d'intégration, l'intéressé doit en effet en principe, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, être disposé à accepter un travail."

Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2001-2002, n° 1603/001, 23 janvier 2002.

La loi souffre aussi déjà de l'ambiguïté de ce qu'elle appelle "travail", comme dans l'article 3, 5°, ou de ce qu'elle appelle "emploi", comme dans l'article 6. Elle ne fait à nouveau que reproduire une difficulté apparue bien avant la loi du 7 août 1974 instituant un minimum de moyens d'existence et déjà relayée par elle.

Il semblerait que l'on ait toujours imposé au pauvre de travailler, en échange de ce qui est nécessaire à sa subsistance. Mais le sens du "travail" exigé a été variable. La signification première est moralisatrice. L'exclu, éternellement soupçonné d'être paresseux, doit prouver sa bonne volonté, indépendamment des possibilités réelles qu'offrent sa formation ou le marché de l'emploi. C'est encore la clé d'interprétation fondamentale de la disposition au travail de l'article 6 de la loi instituant un minimum de moyens d'existence étendue à l'aide sociale financière (art. 60, § 3 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale). Ce qui compte, c'est de montrer sa bonne volonté. Le résultat des démarches est accessoire. Le travail a souvent aussi été purement répressif, ce dont nous avons gardé une trace très récemment, dans la loi pour la répression du vagabondage et de la mendicité de 1891, qui n'a été abrogée qu'en 1993.

Considérer le travail comme moyen d'insertion sociale est relativement récent. Jusqu'à la Révolution française, les plus puissants socialement ne travaillent pas¹⁰. C'est à nouveau la naissance du libéralisme qui innovera. Locke justifie la propriété par le travail. Rousseau voit dans l'obligation de travailler la contrepartie de la protection de la société au sein du contrat social, ce en quoi nos législations d'aide sociale sont plus que jamais rousseauistes. *"Hors de la société, l'homme isolé, ne devant rien à personne, a droit de vivre comme il lui plaît ; mais dans la société, où il vit nécessairement aux dépens des autres, il leur doit en travail le prix de son entretien ; cela est sans exception. Travailler est donc un devoir indispensable à l'homme social. Riche ou pauvre, puissant ou faible, tout citoyen oisif est un fripon."*¹¹ Le présupposé est ainsi qu'il suffit à l'homme de vouloir travailler pour être inclus socialement, et que le travail enrichit.

¹⁰ "Celui-là est vraiment pauvre qui n'a d'autre moyen de vivre que son travail ou industrie soit d'esprit, soit de corps." (Monseigneur CAMUS, *Traité de la pauvreté évangélique de 1634*, cité par P. GRELL, *L'organisation de l'assistance publique*, Bruxelles, Contradictions, 1976, p. 58).

¹¹ *Emile ou de l'éducation*, éd. établie par M. LAUNAY, Paris, Garnier Flammarion, p. 253.

Montesquieu avait déjà assigné à l'Etat l'obligation d'assurer à tous les citoyens *"la nourriture, un vêtement convenable et un genre de vie qui ne soit point contraire à la santé"*¹². "L'Abbé Siéyes, qui pense à la mode de son époque que *"toute société ne peut être que l'ouvrage libre d'une convention entre tous les associés"*, suggère dans l'article XXV de sa Déclaration des droits de l'homme, d'affirmer que *"tout citoyen qui est dans l'impuissance de pourvoir à ses besoins, a droit aux secours de ses concitoyens"*¹³. Marat, Robespierre, avec plus de violence, vont dans le même sens¹⁴. La Constitution française du 3 septembre 1791, qui consacre pour la première fois ce droit aux secours publics, considérera le travail plutôt comme un droit : *"Il sera créé et organisé un établissement général des Secours Publics pour élever les enfants abandonnés, soulager les pauvres infirmes, et fournir du travail aux pauvres valides qui n'auraient pu s'en procurer."* La Constitution du 24 juin 1793 (Constitution de l'An I), en son article 21, fera de même : *"Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler"*. Notons au passage que le droit aux secours publics est non pas un droit de tout homme, mais un droit des citoyens. Ainsi se profile déjà la question de l'octroi de l'aide sociale aux étrangers.

¹² *De l'esprit des lois*, LXXIII, ch. 29, dans *Œuvres complètes* Paris, N.R.F. Gallimard, collection de la Pléiade, t. II, p. 712.

¹³ *Préliminaire à la Constitution. Reconnaissance et exposition raisonnée des droits de l'homme et du citoyen*, lu au Comité de constitution les 20 et 21 juillet 1789.

¹⁴ *"Dans une société où certains privilégiés jouissent dans l'oisiveté, le faste et les plaisirs, des biens du pauvre, de la veuve et de l'orphelin, la justice et la sagesse exigent également qu'au moins une partie de ces biens aille enfin à leur destination, par un partage judicieux entre les citoyens qui manquent de tout."* (J.P. MARAT, *Projet de déclaration des droits de l'homme et du citoyen, suivi d'un plan de Constitution juste, sage et libre* publié le 23 août 1789). *"Les secours nécessaires à l'indigence sont une dette du riche envers le pauvre ; il appartient à la loi de déterminer la manière dont cette dette doit être acquittée"* (M. de ROBESPIERRE, *Discours sur la propriété, suivi du projet de Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, 24 avril 1793).

L'idée de secours publics conçus comme une dette sacrée de la nation sera immédiatement perdue. La Constitution de 1793 n'a jamais été appliquée. Le XIX^e siècle, puis la loi du 10 mars 1925 organique des commissions d'assistance publique, refusent explicitement d'accorder un droit à l'assistance à ceux qui en ont besoin. Il faudra attendre en Belgique la loi du 7 août 1974, puis celle du 8 juillet 1976, soit presque deux siècles, pour retrouver cette conception d'une créance des pauvres contre la société. Le droit à l'aide sociale *sensu stricto* sera toutefois justifié, non par l'obligation ou le droit de travailler, mais par le respect de la dignité humaine. En cela, il va plus loin que le droit au minimum de moyens d'existence et que le droit à l'intégration sociale, conditionnés notamment par la disposition au travail. Tel est du moins le principe, car des exceptions au respect de la dignité humaine ont été postérieurement introduites (Voy. *infra*).

Aujourd'hui, nous assistons à un retour de l'obligation de fournir un travail dans le chef de la société, dans l'esprit des premières constitutions françaises, jugées en leur temps inapplicables. La nouvelle loi le sera-t-elle ?

Les deux grandes idéologies rivales des XIX^e et XX^e siècles, le capitalisme et le marxisme, ont ensuite eu en commun d'hypostasier la valeur travail en sacralisant le rendement économique. Après la signification moralisatrice et répressive du travail, après le travail comme droit, s'affirme surtout la dimension de rentabilité économique. C'est ce travail rentable que notre sécurité sociale choisira de protéger, en sélectionnant soigneusement ceux qu'elle reconnaît comme travailleurs, excluant ceux qui ne contribuent pas à la production.

Quel est parmi ces différents sens du travail et de l'emploi, celui de la loi concernant le droit à l'intégration sociale ? La mise en œuvre seule nous le dira. Le texte, pour sa part, est plein d'ambiguïté.

Section 3 - la notion de contrat

"Le droit subjectif à l'intégration sociale est clairement incorporé dans un contrat avec la société."

"Le projet individualisé d'intégration sociale est formalisé sous la forme d'un contrat. Le contrat précise les engagements du centre et du demandeur."

"Le contrat est obligatoire lorsque la personne elle-même ou le CPAS le demande."

Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2001-2002, n° 1603/001, 23 janvier 2002,.

A vrai dire, l'idée du lien social comme contrat est aussi ancienne que la pensée du droit¹⁵, mais elle n'avait pas la même signification qu'aujourd'hui¹⁶. La conception selon laquelle le droit repose sur un pacte n'est pas une invention de Hobbes ou de Rousseau, loin s'en faut. La modernité lui a toutefois donné le sens d'un pacte *fondateur de la société*. C'est ce sens qui transforme le problème de l'exclusion sociale.

Pour qu'un contrat soit valable, deux conditions sont en tout cas requises : la liberté et l'égalité en droit. Elles seront donc affirmées, supposées plutôt que réalisées. Ainsi, Hobbes pense que *"la nature a fait les hommes si égaux quant aux facultés du corps et de l'esprit, que, bien qu'on puisse parfois trouver un homme manifestement plus fort, corporellement, ou d'un esprit plus prompt qu'un autre, néanmoins, tout bien considéré, la différence d'un homme à un autre n'est pas si considérable qu'un homme puisse de ce chef réclamer pour lui-même un avantage auquel un autre ne puisse prétendre aussi bien que lui"*¹⁷. Pour Locke, l'état de nature *"est aussi un état d'égalité; en sorte que tout pouvoir et toute juridiction est réciproque, un homme n'en ayant pas plus qu'un"*

¹⁵ Voy. PLATON, *La République*, Livre II, 369b.

¹⁶ Voy. J. de ROMILLY, *La loi dans la pensée grecque*, Paris, Les belles lettres, 2001, spécialement p. 114-138 ; S. GOYARD-FABRE, *L'interminable querelle du contrat social*, Ottawa, 1982 ; Idem, *Les principes philosophiques du droit politique moderne*, Paris, P.U.F., 1997, spécialement p. 360 et s.

¹⁷ *Léviathan*, tr. fr. F. TRICAUD, Paris, Sirey, 1983, p. 121.

autre"¹⁸. Pour Rousseau, le contrat social permet de "trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant."¹⁹ Par ailleurs, "nulle société ne peut exister sans échange, nul échange sans mesure commune, et nulle mesure commune sans égalité conventionnelle, soit dans les hommes, soit dans les choses"²⁰.

La supposition d'une égalité de droit, insoucieuse d'une égalité de fait, et la prétendue liberté de contracter sont les fondements nécessaires du libéralisme. Elles sont aussi les présupposés du Code Napoléon, qui demeure une excellente expression de l'idéologie juridique qui triomphe depuis le XVIII^e siècle et se mondialise aujourd'hui.

Or, c'est sur ce terrain-là que les critiques prendront immédiatement corps et n'ont pas reçu de réponses à ce jour. Le contrat suppose une égalité et une liberté, qui, pour les plus faibles socialement, risque bien d'être fictive et de se retourner contre eux en une condition d'assujettissement. Il n'a pas fallu attendre l'analyse marxiste pour s'en rendre compte. Grotius avait déjà aperçu la difficulté la difficulté, lorsqu'il disait : "La nature ordonne d'observer l'égalité dans les contrats, à ce point même que, de l'inégalité il doit naître un droit au profit de celui qui a moins obtenu"²¹. Voltaire soulignera que "tous les hommes seraient donc nécessairement égaux s'ils étaient sans besoins. La misère attachée à notre espèce subordonne un homme à un autre homme"²².

¹⁸ *Traité du gouvernement civil*, tr. fr. D. MAZEL, Paris, Flammarion, 2^e éd. corrigée, 1992, § 4. Voy. aussi, entre autres, § 95 et 123.

¹⁹ J.-J. ROUSSEAU, *Du contrat social ou principes du droit politique*, op. cit., ch. VI.

²⁰ J.-J. ROUSSEAU, *Emile ou de l'éducation*, livre III, éd. établie par M. LAUNAY, Paris, Garnier Flammarion, 1966, p. 245.

²¹ Hugo DE GROOT, dit Grotius, *Le droit de la guerre et de la paix*, livre II, ch. XII, VIII.

²² *Dictionnaire philosophique*, article "Egalité", 1764.

Les premières critiques de l'égalité formelle ont été immédiates et contemporaines de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et de l'affirmation "liberté, égalité, fraternité". Elles remontent à Babeuf, à Sade, à Burke²³.

Le mouvement socialiste avait progressivement réussi à faire admettre que la figure du contrat civil ne pouvait rendre compte adéquatement des rapports inégaux existants entre le patron et le travailleur, et ce fut l'émergence du droit du travail et de la sécurité sociale. Il est irritant de constater qu'aujourd'hui, cette même figure du contrat est imposée en ce qui concerne la relation entre des personnes souvent beaucoup plus faibles que les travailleurs et l'organisme dont elles dépendent pour leur simple survie, le CPAS.

Section 4 - L'idée de dignité

"Une existence conforme à la dignité humaine requiert en effet plus que l'attribution d'une aide financière".

"Le projet [d'intégration sociale] est un acte clairement réciproque et est établi sur la base du respect et de la dignité humaine de la personne."

"Le revenu d'intégration est un revenu indexé, qui doit permettre à la personne de mener une vie conforme à la dignité humaine."

Exposé des motifs *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2001-2002, n° 1603/001, 23 janvier 2002.

La loi du 7 août 1974 instituant un minimum de moyens d'existence ne contient aucune référence à la dignité humaine. Si

²³ G. BABEUF, *Textes choisis*, par C. MAZAURIC, Paris, éd. Sociales, 1976, spécialement p. 169-170. Babeuf admet cependant la validité des droits de l'homme, contrairement à Marx, à condition de distinguer les vrais "droits naturels imprescriptibles" des "droits affreux". Voy. B. BINOCHE, *Critiques des droits de l'homme*, Paris, P.U.F., 1989, p. 100-101 ; D.-A.-F. de SADE, "Français, encore un effort si vous voulez être républicains", dans *La philosophie dans le boudoir*, 1795 ; K. MARX, *A propos de la question juive*, dans *Œuvres t. III, Philosophie*, éd. établie et annotée par M. RUBEL, Paris, Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, 1981, spécialement p. 369 : "(...) Ce n'est pas l'homme comme citoyen, mais l'homme comme bourgeois qui est pris pour l'homme proprement dit, pour l'homme vrai".

l'exposé des motifs et les travaux préparatoires de la loi concernant le droit à l'intégration sociale y font quelques fois allusion, le texte de la loi lui-même n'en porte aucune trace, ce qui est l'indice de la fonction uniquement idéologique que joue la notion. Elle n'offre aucun appui juridique.

Dans l'histoire de la pensée du droit, la dignité humaine a eu pour principale fonction d'exprimer le refus de la relativité des lois. Le premier grand contestataire du contrat social est à cet égard Platon, qui prétend fonder la Cité non sur l'accord des citoyens mais sur la conformité à l'idée du Juste. C'est lui qui évoque pour la première fois, semble-t-il, ce qui deviendra la référence juridique à la dignité humaine. Platon ne peut accepter la relativité contractuelle de la loi que prônent les Sophistes, d'autant que les lois d'Athènes ont permis la mise à mort scandaleuse de Socrate. Dans un beau passage du *Protagoras*, il attribue à celui qui donne son nom au dialogue une théorie du fondement du droit. A l'origine, les hommes, isolés, sont détruits par les bêtes sauvages mieux armées. Alors ils se rassemblent par utilité, pour ne pas être annihilés. Cette supposition peut sembler anticiper le futur contrat de Hobbes. Mais, précisément, la nécessité d'assembler ses forces et de préserver sa vie ne suffit pas à l'existence d'une Cité. Les hommes ne sont sauvés que lorsque Zeus leur accorde "*la dignité et la justice*" (*aidô te kai dikên*) qui seules leur permettront de vivre ensemble²⁴. Selon le mythe, à la différence

d'autres attributs ou d'autres talents, la dignité et la justice sont données à tous les hommes et non seulement à quelques spécialistes.

A l'exception des Stoïciens, il ne semble cependant pas que l'idée d'une dignité appartenant à tout homme, quelle que soit sa condition, soit parvenue à s'imposer avant la Renaissance et les XVII-XVIII siècles, surtout avec Kant, précisément quand la figure du contrat social rassemble les conditions de sa possibilité, et peut-être, comme au temps de Platon, en réaction à celle-ci²⁵.

La consécration du droit à un à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, tel qu'il apparaît dans l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, lors de l'internationalisation des droits fondamentaux, ou dans l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, est étroitement liée à l'affirmation inconditionnelle de la dignité humaine qu'incluent ces instruments. De ce point de vue, la perte d'une garantie de revenu minimum, vers quoi tendait plus clairement le minimum de moyens d'existence, constitue sans doute une régression dans la mise en œuvre du droit international des droits de l'homme.

Aujourd'hui, la référence à la dignité humaine s'étend constamment que ce soit en droit international, en droit national, spécialement en matière d'aide sociale, et dans la jurisprudence²⁶. Le caractère formellement absolu de son respect a cependant depuis longtemps été nié par le législateur ou par les tribunaux, notamment par les limitations de l'aide sociale accordée à certains étrangers ou le

²⁴ "Aussi cherchaient-ils à se grouper, et, en fondant les cités, à assurer leur salut. Mais quand ils se furent groupés, ils commettaient des injustices les uns à l'égard des autres, précisément faute de posséder l'art d'administrer les cités ; si bien que se répandant à nouveau de tout côté, ils étaient anéantis. C'est alors que Zeus, craignant pour la disparition totale de notre espèce, envoie Hermès porter aux hommes le sentiment de la dignité et de la justice, afin que ces sentiments fussent la parure des Cités et le lien par lequel s'unissent les amis. Sur ce, Hermès demande à Zeus de quelle manière enfin il donnera aux hommes ce sentiment du droit et de l'honneur : 'Faut-il que, cela aussi, j'en fasse entre eux la distribution de la même façon qu'ont été distribuées les disciplines spéciales ? Or, voici comment la distribution s'en est faite : un seul individu, qui est un spécialiste de la médecine, c'est assez pour un grand nombre d'individus étrangers à cette spécialité ; de même pour les autres professions. Eh bien, le sentiment du droit et celui de l'honneur, faut-il que je l'établisse de cette façon dans l'humanité ? ou faut-il que je les distribue indistinctement à tous ? - A tous indistinctement, répondit Zeus, et

qu'ils soient tous au nombre de ceux qui participent à ces sentiments." *Protagoras*, 322c et s., tr. fr. L. ROBIN, Paris, N.R.F. Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, 1950, p. 90. Voy. aussi F. OST, "En quête de bonne gouvernance. Le pari de Protagoras", *Journ. proc.*, n° 426, 14 décembre 2001, p. 8-12, spécialement p. 9. Le mot, *aidos*, qui signifie "ce qui est digne de respect" est curieux, frappant, et suscite d'ailleurs des difficultés de traduction.

²⁵ *Fondement de la métaphysique des mœurs* Ière partie, *Doctrine du droit*, tr. fr. V. DELBOS, Librairie Delagrave, 1959, p. 160-162.

²⁶ Voy. J. FIERENS, "La dignité humaine comme concept juridique", à paraître.

refus d'accorder des arriérés d'aide sociale²⁷. En tout cas, la loi concernant le droit à l'intégration sociale n'y fait que des allusions rhétoriques.

Conclusion

En conclusion, on peut dire sans risquer de se tromper que la loi concernant le droit à l'intégration sociale part d'une vision essentiellement libérale de l'homme et est avant tout dépendante d'un retour aux conceptions de la société de la fin du XVII^e et du XVIII^e siècle. La volonté de travailler et la volonté de contracter doivent suffire à intégrer le citoyen et à le mettre à l'abri du besoin. Le droit à l'intégration hésite toutefois entre le devoir de s'intégrer et le droit d'être intégré dans la communauté. Le travail hésite entre la moralisation, la répression, la nécessité économique et le droit à l'emploi. Seule la mise en œuvre de la loi et la pratique des CPAS diront comment ces hésitations seront résolues.

La mauvaise qualité d'un texte bâclé, voté sans évaluation de la loi précédente²⁸, sans véritable débat, dans l'ignorance délibérée de la parole des premiers concernés, d'ores et déjà non conforme au droit international en ce qui concerne son champ d'application aux étrangers²⁹, ne donne pas d'injonctions claires, ni aux CPAS, ni aux

²⁷ Voy. l'article 57, § 2 de la loi du 8 juillet 1976 et les interminables controverses jurisprudentielles et doctrinales auxquelles ses modifications successives et la question de son applicabilité aux demandeurs de régularisation ont donné lieu. Notamment J. FIERENS, "Dignité humaine et étrangers demandeurs de régularisation. Quelques remarques complémentaires", obs. sous C.T. Bruxelles, 8 juin 2000 et T.T. Bruxelles, 11 juill. 2000, *Journ. dr. j.*, sept. 2000, n° 197, p. 32-37.

²⁸ L'arrêté royal du 21 juin 2001 réglant la composition, les compétences et le fonctionnement de la Commission consultative fédérale de l'aide sociale (M.B., 22 sept. 1999) justifie ainsi l'urgence : "La loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence doit par ailleurs être évaluée". Ultérieurement, le Ministre soutiendra que cette loi a été évaluée. A ce jour, la Commission consultative fédérale de l'aide sociale n'est pas en place.

²⁹ La condition de bénéfice de l'application du règlement (C.E.E.) n° 1612/68 est d'ores et déjà incompatible avec le droit européen, suite à l'arrêt de la Cour de justice des communautés européennes du 20 septembre 2001 (*Grzelczyk c. CPAS*

créanciers du droit à l'intégration. On entend d'ailleurs dire à la fois qu'il était nécessaire de changer l'entièreté de la loi instituant le minimex, et que les CPAS ne feront que continuer à agir comme il le font.

La supposition d'une égalité de droit et d'une liberté théorique de contracter avantage le plus fort et non le plus faible.

L'idée de respect de la dignité humaine est tantôt un alibi, tantôt un remords, mais certainement pas le fondement de la loi nouvelle.

d'Ottignies-Louvain-la-Neuve). Par ailleurs, l'exclusion des étrangers non inscrits au registre de la population posera sans nul doute des questions de compatibilité de la loi avec l'article 1^{er} du 1^{er} protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, combiné avec l'article 14 de la Convention, suite à l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme le 16 septembre 1996 (*Gaygusuz c. Autriche*).